

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

**ARRETE**  
**d'autorisation partielle d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor,  
Chevalier de la Légion d'honneur*

- VU** le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU** le Code de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU** le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 13 juin 1994, modifié le 1er juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 1° de la nomenclature ;
- VU** le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 2001, modifié le 1<sup>er</sup> août 2002, établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté d'autorisation du 25 mai 1998 (Site « Le Tertre »), les récépissés de déclaration des 5 mars 1998 (Site « Saint Laurent »), 8 juin 1973 (Site « Ferme Madrais Gillard »), 9 novembre 1995 (Site « Clos Suzain »), 18 janvier 1996 (Site « Ferme du Temple 1 et 2 »), 4 mai 1979 (Site « Ferme de la Lande »), 9 novembre 1995 (Site « Ferme du Poteau »), ainsi que l'arrêté de prescriptions spéciales du 13 novembre 1973 (Site « Ferme Madrais Gillard »), relatifs à l'exploitation d'élevages avicoles pour un cheptel global de 53600 volailles en PLEMY ;
- VU** la demande présentée le 30 juillet 2001 au titre de l'installation classée « **S.A. FRANCE DINDE** », sise « Z.I. Gare d'Uzel » en SAINT HERVE, en vue de la régularisation administrative avec restructuration d'un élevage avicole multi-site, (soit « Clos Suzain »: vidé; « Ferme de la Lande »: 4200 dindes et dindons reproducteurs, « Ferme du Poteau »: 8400 dindes et dindons reproducteurs, « Ferme du Temple »: 16800 dindes et dindons reproducteurs, « Ferme du Tertre »: 8400 dindes et dindons reproducteurs, « Ferme les Madrais »: 8400 dindes et dindons reproducteurs, « Saint Laurent »: 8400 dindes et dindons reproducteurs) pour un cheptel global de 163800 animaux équivalents, avec mise aux normes de la gestion des déjections en PLEMY (sections YV N°67, ZS N°1-94, ZH N°89, ZA N°1-7-156, ZD N°50);
- VU** les plans et mémoires annexés à cette demande ;

- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de HENON (11 décembre 2001), PLEMY (18 janvier 2002), PLESSALA (10 janvier 2002);
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU les rapports de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 18 septembre 2003 et du 4 février 2004;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 26 novembre 2003 ;
- VU les observations formulées le 19 décembre 2003 par le pétitionnaire en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, doivent permettre de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que le pétitionnaire ne respecte pas les distances prescrites par l'arrêté réglementaire susvisé du fait de l'implantation de l'élevage à 88 mètres du tiers le plus proche ;

**CONSIDERANT** que les tiers concernés ont donné leur accord ;

**CONSIDERANT** que l'élevage se trouve situé en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de PLOUGUENAST, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage est de 75 ha;

**CONSIDERANT** que la mise aux normes de la gestion des déjections (fumier) se fera par la reprise et la normalisation (engrais organiques NFU 42001) par la S.A.R.L. Les Vieilles Rues de PLEMY, unité de compostage du groupe AMICE SOQUET ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

## - A R R E T E -

### ARTICLE 1ER -

1.1 - La demande présentée le 30 juillet 2001, au titre de l'installation classée « S.A. FRANCE DINDE », en vue de la régularisation administrative d'un élevage avicole multi-site (dindes et dindons reproducteurs) pour un cheptel global de 163800 animaux équivalents, avec mise aux normes de la gestion des déjections en PLEMY, **est refusée en l'état, en ce que l'augmentation d'effectifs entraînerait une augmentation de l'azote produit dans un canton de Z.E.S. contraire aux programme d'action susvisés;**

1.2. - La SA FRANCE DINDE , sise « ZI Gare d'Uzel » en SAINT HERVE, est autorisée à exploiter en PLEMY conformément aux plans annexés à la demande (sections YV N°67, ZS N°1-94, ZH N°89, ZA N°1-7-156, ZD N°50), un élevage avicole d'une capacité d'accueil maximale de 160800 animaux équivalents en présence simultanée, réparti comme suit:

| Sites d'élevage   | Cheptel                               | Animaux équivalents               |
|---|---------------------------------------|-----------------------------------|
| « Saint Laurent »   | 8400 dindes et dindons reproducteurs. | 25200 animaux équivalents         |
| « Les Madrais Gillard»<br><i>à moins de 100 mètres d'un tiers</i> | 8400 dindes et dindons reproducteurs  | 25200 animaux équivalents         |
| «Le Tertre»<br><i>à moins de 100 mètres d'un tiers</i>            | 8000 dindes et dindons reproducteurs  | 24000 animaux équivalents         |
| «Le Temple»   | 16400 dindes et dindons reproducteurs | 49200 animaux équivalents         |
| «Le Poteau»   | 8400 dindes et dindons reproducteurs  | 25200 animaux équivalents         |
| «La Lande»  | 4000 dindes et dindons reproducteurs  | 12000 animaux équivalents         |
| <i>Total :</i>  | <i>53600 animaux</i>                  | <i>160800 animaux équivalents</i> |

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation (rubrique 2111 1° de la nomenclature), sous réserve du respect de la réglementation en vigueur et de celles définies dans les articles ci-après.

## **ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

### *2.1. - Aménagement des bâtiments :*

2.1.1. - La surface des poulaillers respectifs ne devra pas dépasser les prescriptions suivantes:

| Sites             | Nombre de poulaillers | Surface |
|-------------------|-----------------------|---------|
| «Saint Laurent»   | 3 poulaillers         | 4050 m2 |
| «Madrais Gillard» | 3 poulaillers         | 3910 m2 |
| «Tertre»          | 4 poulaillers         | 4025 m2 |
| «Temple»          | 5 poulaillers         | 7040 m2 |
| «Poteau»          | 3 poulaillers         | 3800 m2 |
| «La Lande»        | 2 poulaillers         | 2740 m2 |

2.1.2. - Toutes les eaux usées (*sas, etc.*) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.3. - Le fumier sera directement stocké (*après l'enlèvement des sujets en fin de production*) sur le site de l'unité de compostage de la « SARL Les Vieilles Rues » en PLEMY.

Tout stockage du fumier en dehors des poulaillers sur les sites d'implantation des élevages est interdit.

2.1.4. - Le transport des fumiers sera effectué en remorque recouverte d'un bâche.

2.1.5; - Les poulaillers sur le site du «Clos Suzin» en PLEMY seront désaffectés (*enlèvement du matériel d'élevage, chaîne d'alimentation, abreuvoirs, silo, pondoirs, etc.*) dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral.

2.1.6. - Les poulaillers en projet sur les sites du «Poteau» et «Madrais Gillard» en PLEMY seront construits et exploités dans un délai maximal de trois ans.

### *2.2. - Transfert :*

2.2.1 - Le pétitionnaire tiendra à jour un registre des enlèvements des déjections (*avec les dates, les tonnages*) dans lequel seront joints les justificatifs (originaux des bons d'enlèvement) pour l'année en cours. Il transmettra les originaux des bons d'enlèvement à la fin de chaque année civile au service des installations classées.



2.2.2 - Dans l'hypothèse où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par les contractants, ou de sa rupture, le pétitionnaire devra fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, ou cesser l'exploitation des élevages.

### 2.3. - Sécurité :

2.3.1. - Les matériaux employés pour la construction des bâtiments concernés devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est à dire moyennement inflammables*).

2.3.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage des combustibles, s'il en existe.

2.3.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue sur chaque site de production.

2.3.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.3.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100m/m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

### 2.4 - Autre :

2.4.1 - Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords de l'élevage. Les plantations interviendront dans un délai de douze mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral

## ARTICLE 3 :

*Résorption par transfert : 48240 kg d'azote.*

## ARTICLE 4 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

## ARTICLE 5 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

## ARTICLE 6 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLEMY pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du pétitionnaire.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux d'annonces légales du département.

**ARTICLE 8 :**

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté d'autorisation du 25 mai 1998, les récépissés de déclaration des 5 mars 1998, 8 juin 1973, 9 novembre 1995, 18 janvier 1996, 4 mai 1979, 9 novembre 1995, ainsi que l'arrêté de prescriptions spéciales du 13 novembre 1973 susvisés.

**ARTICLE 9 -**

**Délai et voie de recours** (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 10 -**

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Maire de PLEMY,

L'Inspecteur des installations classées ,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée au pétitionnaire, pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, et pour information aux maires de HENON, PLESSALA, LANGAST, PLOEUC SUR LIE, TREDANIEL.

SAINT-BRIEUC, le

19 MAR. 2004

LE PREFET,

Pour le Préfet,  
le Secrétaire Général

Jacques MICHELOT

